



Michel **LEFEBVRE**, enseignant en retraite, candidat du POI dans la 10^e circonscription de Seine Saint-Denis,
Sylvie **GUY**, Directrice d'école maternelle, suppléante

Retraité depuis un an, j'ai été enseignant à Aulnay pendant 30 ans, dont 20 au collège Le Parc.

Ces dernières semaines, avec le POI, nous avons été à l'origine d'une pétition, signée par 900 Aulnaysiens exigeant le maintien du centre de Sécurité sociale (rue M. Sembat) que la direction de la CPAM du 93 veut fermer comme 14 autres centres. Une délégation des signataires avec une Maire-Adjointe, reçue à Bobigny, s'est vue annoncer qu'il ne resterait qu'un centre d'accueil, et une partie des bâtiments serait vendue ! **Nous n'acceptons pas.**

De même, nous avons mené le combat – avec succès- l'an dernier contre la fermeture du service de cardiologie interventionnelle à l'Hôpital Ballanger.

Ma candidature a d'abord pour but d'exprimer ce que pensent des millions de travailleurs, personnes âgées, chômeurs qui estiment qu'ils n'ont pas à payer pour la dette creusée par les spéculateurs. C'est pourtant au nom de la « nécessaire réduction des déficits publics » que le gouvernement de droite Sarkozy – Fillon, comme ceux « de gauche » en Espagne ou en Grèce l'ont fait - avant de laisser la place aux représentants directs des banques-décident de plans d'austérité meurtriers qui s'attaquent aux services publics, à l'école, à la santé, aux retraites, en cherchant à y associer les syndicats.

Et on peut être sûr qu'avec la perte de la note AAA, de nouveaux coups sont à prévoir, sous prétexte que le coût du travail est trop élevé en France : la Sécurité sociale jusqu'alors financée par les cotisations patronales (salaire différé) le serait par la TVA « sociale », et des accords d'entreprises organiseraient la baisse du salaire et le travail partiel. Nous pensons que les syndicats doivent refuser, quel que soit le gouvernement.

Une majorité dans ce pays souhaite que Sarkozy connaisse en mai le même sort que Papandreou en Grèce et Zapatero en Espagne... Dehors Sarkozy, oui ! Mais aussi sa politique appliquée par tous les gouvernements de l'Union européenne de droite ou de « gauche » !

Ne faut-il pas affirmer clairement : **ANNULATION DE LA DETTE ! RETRAIT DU PLAN SARKOZY-FILLON ! NON AU CONSENSUS DE LA REGLE D'OR DE REDUCTION DES DEFICITS PUBLICS !**

Ne faut-il pas rompre avec tous les traités de l'Union européenne qui obligent à la privatisation des services publics, à la concurrence libre et non faussée ?

Le site de PSA avec ses 3 100 salariés (ils étaient le double il ya encore 5 ans !) est menacé de fermeture en 2014. Le 20 décembre ont encore été annoncées 196 suppressions d'emploi.

Ne faut-il pas que tous les élus, tous les candidats se réclamant des travailleurs sur le département comme dans notre circonscription se prononcent clairement et mobilisent la population aux côtés des salariés pour exiger du gouvernement : **MAINTIEN DU SITE PSA AVEC TOUS SES SALARIES !**

Pour le PDG de PSA, les milliards versés par le gouvernement ne suffisent pas. Il veut une main d'œuvre bon marché, sans protection sociale. Avec un coût horaire de 30 € de l'heure, un salarié d'Aulnay revient trop cher, car, a-t-il déclaré, ce coût horaire n'est que de 20 € en Espagne, 10 € au Portugal ou 5 € en Chine.

Comment casser cette logique sans exiger **une loi interdisant les licenciements** ? Et donc sans rompre avec la logique de l'Union européenne qui l'interdit ?